



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/44/266 ✓
E/1989/65
19 mai 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
Point 83 c) de la liste
préliminaire*
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION
ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Seconde session ordinaire de 1989
EXAMEN GENERAL DE LA POLITIQUE
ECONOMIQUE ET SOCIALE
INTERNATIONALE, Y COMPRIS
L'EVOLUTION REGIONALE ET
SECTORIELLE

APPLICATION DE LA CHARTE DES DROITS ET DEVOIRS
ECONOMIQUES DES ETATS

Rapport du Secrétaire général

RESUME

1. Dans sa résolution 40/182, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général "de présenter au Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire de 1989 et, par son intermédiaire, à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-quatrième session, un rapport détaillé et analytique, afin d'assurer que l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats puisse faire l'objet d'un examen systématique et complet, conformément aux dispositions de l'article 34 de la Charte". Dans sa décision 41/440, qu'elle a adoptée le 5 décembre 1986, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, pour faciliter l'élaboration du rapport, d'adresser à tous les Etats un questionnaire leur demandant notamment des informations concernant : a) leur évaluation de l'application des dispositions contenues dans les articles de la Charte; b) toutes les initiatives ainsi que les dispositions juridiques et réglementations économiques prises pour assurer l'application de la Charte; et c) toutes les mesures et tous les programmes adoptés à l'échelon national en vue d'assurer une plus large application des dispositions de la Charte.

2. Le présent rapport contient trois parties et une annexe. La première partie traite des examens de l'application de la Charte qui ont été entrepris dans le

* A/44/50/Rev.1.

passé, la deuxième de l'examen actuel et la troisième contient les conclusions du Secrétaire général. L'annexe comprend les résumés des réponses des trois Etats Membres qui ont répondu au questionnaire que le Secrétariat avait envoyé à tous les Etats. Il ressort des conclusions du Secrétaire général que dans une très large mesure la Charte n'est pas appliquée. Cependant, les progrès accomplis dans quelques domaines particuliers justifient un certain optimisme. L'importance de la Charte tient aux préoccupations qu'elle traduit et à la validité des principes fondamentaux sur lesquels elle est fondée.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. EXAMENS ANTERIEURS DE L'APPLICATION DE LA CHARTE	1 - 5	4
II. APPLICATION DE LA CHARTE	6 - 32	5
III. CONCLUSIONS	33 - 37	11
ANNEXE. Résumé des réponses reçues des gouvernements		13

I. EXAMENS ANTERIEURS DE L'APPLICATION DE LA CHARTE

1. La Charte des droits et devoirs économiques des Etats (résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale) a été adoptée le 12 décembre 1974. L'article 34 de la Charte prévoit qu'une question relative à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats sera inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale à sa trentième session, puis toutes les cinq sessions et que :

"L'Assemblée générale procédera ainsi à un examen systématique et complet de l'application de la Charte, du point de vue à la fois des progrès réalisés et des améliorations et compléments qui pourraient devenir nécessaires, et elle recommandera les mesures convenables. Dans cet examen, l'Assemblée générale devrait tenir compte de l'évolution de tous les facteurs économiques, sociaux, juridiques et autres se rapportant aux principes sur lesquels est fondée la présente Charte, ainsi que du but même de la Charte."

2. Depuis l'adoption de la Charte en 1974, l'Assemblée a procédé à plusieurs examens approfondis de l'application de la Charte sur la base de rapports élaborés par le Secrétaire général. A sa trente-neuvième session, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Charte, l'Assemblée a procédé à un examen détaillé de son application. Le Secrétaire général avait établi un rapport (A/39/332 et Add.1) pour faciliter l'examen de cette question par l'Assemblée. Les Etats Membres, les organisations intergouvernementales et les institutions spécialisées ainsi que les organismes des Nations Unies avaient été invités à communiquer au Secrétaire général des renseignements susceptibles de l'aider à établir son rapport. Au paragraphe 69 de ce rapport, qui résumait les vues des gouvernements, le Secrétaire général a déclaré que

"Dans leurs réponses, les gouvernements offraient des interprétations quant à l'importance et à la portée de la Charte. A cet égard, les opinions présentées par certains gouvernements mettaient l'accent de façon très semblable sur l'importance et les conséquences profondes de la Charte. Les réponses reflétaient aussi, uniformément et clairement, l'opinion que, dans une très large mesure, la Charte n'était pas appliquée."

3. A l'issue de cet examen à sa trente-neuvième session, l'Assemblée générale a décidé de créer un comité spécial plénier chargé d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Dans sa résolution 39/163 du 17 décembre 1984, l'Assemblée a décidé que le Comité spécial sera chargé :

"D'entreprendre un examen approfondi et systématique de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, en tenant compte de l'évolution de tous les facteurs économiques, sociaux, juridiques et autres liés au but de la Charte et aux principes sur lesquels elle est fondée, afin de déterminer les mesures les plus judicieuses qui permettraient d'appliquer la Charte et de trouver, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies des solutions durables aux graves problèmes économiques des pays en développement."

4. Le Secrétaire général a été prié de présenter au Comité spécial un rapport sur l'application de la Charte. Dans ce rapport (A/AC.226/2, p. 13), le Secrétaire général concluait :

/...

"Il y a eu et il y aura encore controverse sur la Charte. Il y a eu et il y aura encore des problèmes dans l'application de ce document, surtout au cours de périodes critiques comme la période actuelle. La Charte est très certainement ambitieuse dans sa conception, et son champ d'application est vaste. Dans un sens général, les objectifs et principes de la Charte demeurent valides et sont tout aussi importants aujourd'hui qu'ils l'étaient au moment de leur formulation. Chaque gouvernement, de même que la communauté internationale, continuera à trouver dans la Charte une source d'inspiration pour promouvoir la cause de la coopération internationale, politique et économique entre Etats souverains, aux fins du développement."

5. Le Comité spécial plénier chargé d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats a présenté son rapport à l'Assemblée générale à sa quarantième session en 1985 1/. Ce rapport ne contenait pas de conclusions approuvées par ses membres.

II. APPLICATION DE LA CHARTE

6. Dans ses rapports antérieurs, le Secrétaire général, tout en notant que certaines mesures sur la voie de son application avaient été prises, concluait que dans une très large mesure la Charte n'était pas appliquée.

7. Cette conclusion reste pour une très large part encore valable aujourd'hui. Toutefois, certains événements survenus au cours de ces quatre dernières années, permettent d'entrevoir une conclusion moins pessimiste et décourageante qu'il n'y paraît de prime abord.

8. Tout examen de l'application de la Charte doit commencer par une évaluation de l'importance qu'elle revêt. La Charte tend à établir des principes et des normes généralement acceptés régissant les relations économiques internationales. Ces principes et ces normes doivent reposer sur l'équité, la souveraineté, l'égalité, l'interdépendance, la communauté d'intérêts et la coopération entre tous les Etats, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux. La Charte comprend un préambule où sont énoncés les politiques et objectifs de la Charte; le chapitre premier, qui énumère les éléments fondamentaux des relations économiques, politiques et autres entre les Etats; le chapitre II, qui contient 28 articles énumérant les droits et devoirs économiques des Etats; le chapitre III, qui concerne les responsabilités communes de tous les Etats envers la communauté internationale; et le chapitre IV, qui comprend les dispositions finales, notamment les modalités d'examen de l'application de la Charte.

9. La Charte a des objectifs extrêmement ambitieux et ses effets pourraient être très étendus. Il faut replacer la Charte dans le contexte des efforts qui ont été déployés dans les années 70 pour instaurer, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, le nouvel ordre économique international. La Charte peut être considérée comme un élément constitutif du nouvel ordre économique international au même titre que les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) sur la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adoptées le 1er mai 1974 par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire en 1974, et la résolution 3362 (S-VII) sur le développement

/...

et la coopération économique internationale, adoptée le 16 septembre 1975 à la septième session extraordinaire de 1975.

10. Ce programme, lancé à l'initiative des pays en développement, tend à restructurer les relations économiques internationales sur la base de règles et principes convenus. Il comporte divers objectifs économiques et définit les mesures de politique générale à prendre pour les atteindre. Comme il a été noté dans un rapport sur les aspects juridiques du nouvel ordre économique international établi à l'intention de l'Assemblée générale en 1984 (A/39/504/Add.1, p. 25) :

"Les mesures ont un contenu economico-juridique (comme le programme intégré pour les produits de base, le système généralisé de préférences, la fixation d'objectifs à l'aide publique, les codes de conduite pour les sociétés transnationales et le transfert de technologie) ou un caractère politico-juridique visant à renforcer le poids des pays peu développés dans le système économique international, comme la réaffirmation et la promotion du principe de la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles et le droit de participer pleinement et effectivement à l'élaboration des décisions économiques sur le plan international, etc."

Dans ce même rapport, le Secrétaire général a déclaré que "le nouvel ordre économique présuppose et engendrerait inévitablement, s'il était instauré, une série de principes (et de normes) juridiques organisationnels" (*Ibid.*, p. 25).

11. Ces principes et normes juridiques, et en fait, l'orientation qui serait donnée aux bases juridiques du nouvel ordre économique international, devaient normalement être prévus dans la Charte. C'est précisément cet aspect qui a prêté à controverse, alors que les résolutions qui devaient constituer les bases du nouvel ordre économique international ont été adoptées sans vote par l'Assemblée générale. De façon générale, les Etats Membres ont pu s'entendre sur certains grands objectifs politiques et économiques fondamentaux.

12. La Charte a été adoptée après un long débat, mais le résultat du vote montrait que les Etats Membres restaient divisés sur la question. Comme on l'a noté, la Charte continue de soulever des controverses; toutefois, une grande partie de ses dispositions sont généralement acceptées et ne sont pas particulièrement contestées. Ce sont surtout les articles de la Charte qui cherchent à instaurer de nouveaux principes juridiques qui soulèvent et continuent de soulever des controverses.

13. Les efforts visant à définir avec une certaine précision les principes juridiques et autres régissant les relations économiques internationales n'ont certes pas commencé lorsque la Charte des droits et devoirs économiques des Etats a été adoptée en 1974. La Charte des Nations Unies énonce déjà, en particulier dans son préambule et aux Articles 55 et 56 des principes généraux et généralement acceptés régissant les relations économiques internationales.

14. Depuis l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies, des efforts n'ont cessé d'être déployés pour définir avec plus de précision ces principes afin qu'ils soient mieux adaptés à l'évolution de la situation économique. Ces tentatives, qui

/...

se sont toutes plus ou moins soldées par des échecs, sont notamment la Charte de La Havane de 1948, le projet de déclaration sur la coopération économique internationale examiné en 1961 par le Conseil économique et social et les Principes généraux et spécifiques régissant les relations commerciales internationales et les politiques commerciales contribuant au développement, recommandés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans son Acte final de 1964. Outre ces tentatives de formulation de Principes généraux, des discussions approfondies ont eu lieu pour mettre en place des régimes juridiques régissant les activités des sociétés transnationales et le transfert de technologie ainsi que des efforts visant à établir des régimes juridiques pour certaines parties des biens communs.

15. Une des raisons de l'importance de la Charte est qu'elle exprime l'opinion de la grande majorité des Etats Membres concernant la nécessité de collaborer sur le plan international afin de promouvoir le développement économique et social. En 1974, on craignait que les régimes économiques, politiques et juridiques en place ne constituent des obstacles à la croissance des pays en développement et on s'inquiétait de la persistance de la pauvreté dans le monde en développement et des écarts croissants entre les niveaux de vie des régions développées et des régions en développement.

16. Les problèmes qui ont incité les Etats Membres à adopter la Charte en 1974 n'ont rien perdu de leur importance dans les 15 années qui ont suivi. En réalité, ces problèmes sont peut-être encore plus graves aujourd'hui. Certes, au cours de la décennie actuelle, nombreux sont les pays en développement qui ont progressé mais, ainsi qu'il est indiqué dans le rapport sur les perspectives socio-économiques de l'économie mondiale jusqu'en l'an 2000, "pour la plupart des pays en développement, les années 80 auront marqué une baisse du revenu par habitant et du niveau de vie" [A/43/554, par. 6 a)]. En outre, selon le même rapport : "L'écart entre les pays les plus riches et les plus pauvres du monde s'est accru, de même que les différences entre les pays en développement" (*Ibid.*). Aujourd'hui, comme par le passé, on se demande sérieusement si les institutions qui sont chargées des questions commerciales, monétaires et financières sont encore adaptées aux circonstances actuelles.

17. Les bouleversements et les graves difficultés économiques qui touchent de nombreux pays en développement et l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs du nouvel ordre économique international, dont la Charte fait partie, ont suscité un certain pessimisme. En effet, il y a quatre ans, l'expérience assez décevante des travaux du Comité spécial chargé d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats a conduit à faire des prévisions plutôt sombres e ce qui concerne l'application éventuelle de la Charte.

18. On a également fait observer "que le sort et le rythme de développement des principes et des normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international dépendent des progrès réalisés vers l'instauration de cet ordre, car ces principes et ces normes ne peuvent être pleinement opérationnels et autonomes en tant que dispositions normatives, c'est-à-dire en tant qu'éléments d'une réglementation juridique, que si la matière qu'ils doivent réglementer est elle-même dûment arrêtée et généralement acceptée" (A/39/504/Add.1, p. 71).

/...

19. Il y a quatre ans, la crise du multilatéralisme a jeté de nouveaux doutes sur les perspectives d'application de la Charte. Cette crise a trouvé son expression non seulement dans l'impasse où se trouvait le dialogue Nord-Sud mais également dans la mise en question de l'efficacité fondamentale des solutions et des approches multilatérales aux problèmes économiques et sociaux internationaux.

20. Toutefois, on reconnaît de plus en plus à l'heure actuelle la nécessité du multilatéralisme. On ne perçoit plus de la même manière la nature des problèmes qui se posent à la communauté internationale. La logique de l'interdépendance et la puissance des forces qui transforment l'économie mondiale montrent combien la coopération internationale est nécessaire. Il n'est guère contesté que cette coopération doit être fondée sur des règles et principes généralement acceptés.

21. L'élaboration de règles et de principes adaptés aux circonstances actuelles est un processus long et difficile; "C'est habituellement une opération qui se réalise petit à petit, donc un processus cumulatif, au cours duquel de nouvelles dispositions se dégagent de la pratique, des précédents, des négociations et des déclarations qui sont fréquemment consacrés dans des instruments ayant un caractère juridique ambigu, dans la mesure où ils ne confèrent pas par eux-mêmes force de loi aux dispositions qu'ils énoncent" (A/39/504/Add.1, p. 71).

22. Les deux rapports précédents du Secrétaire général sur l'application de la Charte ont fait état du volume important de la documentation produite par le système des Nations Unies sur certaines questions essentielles soulevées dans la Charte. Les divers rapports, études, analyses et enquêtes élaborés par l'Organisation des Nations Unies montrent dans quelle mesure la Charte est appliquée et aident les gouvernements à conclure des accords de nature à contribuer à une plus large application de cet instrument. L'Organisation des Nations Unies et son système institutionnel offrent aux Etats Membres des possibilités d'engager des dialogues et des débats et d'entreprendre des négociations sur les problèmes sociaux et économiques internationaux. Au cours de ces quatre dernières années, les organismes des Nations Unies ont continué de publier des documents sur l'application des dispositions de la Charte et les Etats Membres ont activement participé aux débats des instances des Nations Unies.

23. La lenteur de ce processus, à une époque où de nombreux pays en développement doivent faire face à une crise économique, a forcément suscité un sentiment de frustration. Mais comme cela a déjà été noté (voir résolution 43/162 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1988), la création de normes et de principes généralement acceptés est par sa nature même un processus progressif dans lequel l'Organisation des Nations Unies joue un rôle important.

24. C'est également un processus qui est directement tributaire des conditions économiques et politiques actuelles. Il s'est produit ces dernières années un relâchement important des tensions dans les relations internationales. Cette évolution s'est surtout manifestée sur le plan politique, mais on a également constaté dans les domaines économique et social un nouvel esprit de coopération et une volonté de rechercher des accords mutuellement acceptables.

25. L'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, adopté par consensus, contient la déclaration suivante :

"La Conférence a souligné que les Etats pouvaient s'appuyer sur la Charte des Nations Unies pour nouer des relations propres à favoriser la réalisation de l'objectif commun de la revitalisation du développement, de la croissance et du commerce international dans un environnement plus prévisible et plus favorable grâce à la coopération multilatérale, ce qui contribuerait aussi à la paix, à la sécurité et à la stabilité. Une plus grande sécurité dans le monde augmenterait d'autant les possibilités d'affecter à des activités plus utiles pour la société, et notamment au financement du développement, les ressources actuellement absorbées par les dépenses d'armement.

De l'avis de la Conférence, les principes de l'avantage mutuel, de l'intérêt commun, de l'égalité, de la non-discrimination et de la responsabilité collective, ainsi que la reconnaissance de la diversité des modes de développement nationaux, pouvaient constituer les bases d'un dialogue constructif orienté vers l'action et propre à imprimer un nouvel élan à la coopération multilatérale pour le développement" 2/.

26. Cette déclaration est conforme aux buts et principes énoncés dans le préambule et le Chapitre premier de la Charte. En outre, dans de nombreux domaines dans lesquels il n'avait pas été possible de s'entendre dans le passé, un consensus commence à émerger quant à la nature des problèmes et aux types de solutions qu'il convient de leur apporter sur le plan international.

27. C'est dans le domaine de l'environnement que cette évolution est la plus manifeste. L'article 30 de la Charte dispose que "la protection, la préservation et la valorisation de l'environnement pour les générations présentes et futures sont la responsabilité de tous les Etats" et que "tous les Etats devraient coopérer à la mise au point de normes et d'une réglementation internationale en matière d'environnement". Les gouvernements ont accordé ces dernières années beaucoup plus d'attention aux problèmes de l'environnement et, ce qui est plus important, ont conclu des accords internationaux dans des domaines tels que la réduction de la couche d'ozone et l'exportation des déchets dangereux. Des mesures plus largement axées sur l'avenir pourraient également être adoptées. En ce qui concerne en particulier cet article de la Charte, il est certain que des progrès ont été accomplis dans son application.

28. S'agissant de l'application d'autres articles de la Charte, les progrès ne sont peut-être pas aussi sensibles, mais on peut néanmoins observer certains faits encourageants.

29. La Charte accorde une grande attention au commerce. Les articles 4 à 6, 14, 18 à 21, 23 et 26 à 28 ont trait à divers aspects du commerce. Certes, on ne peut pas dire que l'application de ces articles ait beaucoup progressé mais les Etats sont de plus en plus conscients de la gravité des menaces qui pèsent sur le système commercial et des types de mesures qui pourraient être prises pour remédier à cette situation. Il est noté dans l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement que :

/...

"Le système commercial international est soumis à de graves tensions. Les pressions et mesures protectionnistes se sont multipliées et les tendances à l'encadrement du commerce accentuées. Les échanges internationaux sont entravés par des politiques et des pratiques commerciales restrictives. Cela nuit au bon fonctionnement du système commercial international et retarde les aménagements de structure. Ces facteurs ont de graves répercussions sur les échanges et en particulier sur le commerce et le développement des pays du tiers monde.

Bien que le système généralisé de préférences ait beaucoup contribué à accroître les exportations des pays en développement, ses objectifs ne sont pas pleinement atteints.

L'aboutissement des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay dans les délais prévus est important pour favoriser la libéralisation et l'expansion du commerce, créer un meilleur cadre multilatéral pour le commerce et accroître l'efficacité du GATT" 3/.

L'aboutissement des négociations d'Uruguay permettrait de progresser sensiblement dans l'application de la Charte.

30. En ce qui concerne d'autres articles de la Charte, de nombreux faits importants sont survenus depuis le dernier examen de son application. L'article 15 a trait au désarmement général et complet et à l'utilisation des ressources ainsi libérées aux fins du développement. Certes, l'objectif du désarmement général et complet n'a pas encore été atteint, mais le Traité entre les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée et les négociations intensives sur le désarmement qui ont lieu actuellement dans diverses instances constituent des premières étapes importantes sur cette voie.

31. De même, la poursuite des travaux d'élaboration d'un régime juridique concernant les fonds marins conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est conforme à l'article 29 de la Charte. Les réformes entreprises au sein du Secrétariat des Nations Unies ainsi que les discussions approfondies qui ont eu lieu tant dans le cadre qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies sur les réformes de l'ensemble du système des Nations Unies, montrent que les gouvernements ont conscience qu'il est indispensable d'améliorer l'efficacité des organisations internationales et de les adapter à l'évolution des exigences de la coopération économique internationale comme le prévoit l'article 11 de la Charte.

32. Enfin, l'article 17 de la Charte prévoit que la coopération internationale en vue du développement est l'objectif que visent tous les Etats et leur devoir commun. Il y a de nombreux signes qui prouvent que les Etats reconnaissent que les problèmes d'une certaine portée relèvent de la responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale. Le problème de la dette pour lequel on a observé récemment une heureuse évolution vers un partage plus équitable du fardeau, en constitue un exemple. L'adoption par l'Assemblée générale du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (résolution S-13/2 du 1er juin 1986) montre que les Etats reconnaissent

que les perspectives de développement d'un continent entier pourraient être sensiblement améliorées par une action internationale concertée. La mise en question de l'efficacité des programmes d'ajustement structurel existants et des conditions dont ils sont assortis est également conforme à l'article 17 qui dispose que l'assistance aux Etats doit se faire en dehors de toutes "conditions qui portent atteinte à leur souveraineté".

III. CONCLUSIONS

33. La conclusion du présent rapport, ainsi que des deux rapports précédents du Secrétaire général, est que la Charte est loin d'être appliquée. Toutefois, si on compare la situation actuelle à celle décrite il y a quatre ans, lors du dernier examen de son application, il y a matière à se montrer raisonnablement optimiste.

34. D'une part, on a observé une tendance à appliquer plus largement certains articles de la Charte. D'autre part, le relâchement des tensions internationales a créé un climat qui permet de prévoir de nouveaux progrès. Plus précisément, les pays manifestent un regain d'intérêt pour les approches multilatérales et reconnaissent enfin, bien que tardivement, l'utilité et le caractère indispensable de l'Organisation des Nations Unies.

35. Le but essentiel de la Charte est de codifier certains principes de nature à favoriser la réalisation des objectifs communs à tous. Ainsi qu'il a déjà été noté, même dans les meilleures conditions, c'est un processus long et ardu dont l'application est difficile à définir et encore plus à mesurer avec précision. De nombreux articles de la Charte sont énoncés en termes très généraux et définissent, en fait, des objectifs généraux mais non les mesures précises nécessaires pour les atteindre. L'évaluation du degré d'application de la Charte ne peut donc également être énoncée qu'en termes généraux. Cette situation est mise en évidence dans les réponses reçues des gouvernements qui sont résumées à l'annexe du présent rapport.

36. On n'enlèvera rien à l'importance de la Charte en déclarant que, si elle était rédigée aujourd'hui, certaines de ses dispositions seraient probablement différentes. Il en irait de même pour tout document de cette nature. L'importance réelle d'un document tel que la Charte ne réside pas tant dans la formulation précise de ses dispositions que dans son but et sa conception globale du mouvement de l'histoire.

37. C'est la raison pour laquelle on peut dire que les rédacteurs de la Charte ont fait preuve de beaucoup de clairvoyance. L'évolution rapide des conditions et des relations économiques et sociales due au progrès technique entraînera une interdépendance et une intégration toujours plus grande de l'économie mondiale. Une économie de ce type ne peut fonctionner correctement sans normes et principes généralement acceptés. Dans le monde complexe et interdépendant que l'on voit émerger, une coopération internationale beaucoup plus étendue devra être établie si l'on veut que soit sauvegardée la sécurité de la planète. Le monde en développement, qui comprend la majorité des peuples et des nations de la planète, devra participer à la conception et à la gestion des systèmes et institutions qui seront mis en place pour faire face à cette plus grande interdépendance. La Charte a clairement prévu la nécessité de tous ces éléments et ses principes et objectifs demeureront une source d'inspiration à mesure que l'on relèvera les défis du futur.

/...

A/44/266
E/1989/65
Français
Page 12

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 52 (A/40/52).

2/ TD/351, par. 28 et 29.

3/ Ibid., par. 102, 103 et 104.

/...

ANNEXE

Résumé des réponses reçues des gouvernements

1. Cuba a précisé qu'elle considère la Charte des droits et devoirs économiques des Etats comme un instrument fondamental propre à instaurer le nouvel ordre économique international et à restructurer les relations économiques internationales. L'objectif de cette restructuration est d'éliminer les tendances négatives et de favoriser la croissance des pays en développement. Cuba s'est toujours attachée à respecter strictement les principes de la Charte.
2. Pour atteindre un niveau de croissance économique et social soutenu, les pays en développement ont absolument besoin de la coopération économique internationale. Il est vital de disposer d'un ensemble de lois qui systématisent et codifient les principes et normes régissant les relations économiques entre les Etats. C'est précisément le rôle de la Charte.
3. Il est de ce fait nécessaire d'entamer un dialogue sérieux et universel de nature à favoriser des relations économiques internationales plus rationnelles et plus équitables et, le cas échéant, des changements structurels. L'écart économique entre les pays développés et les pays en développement ne fait que s'accroître. Cette situation est due à la crise que connaissent les pays capitalistes industrialisés, dont les effets se font sentir surtout dans le monde en développement. La dette extérieure des pays en développement est devenue un fardeau intolérable et il est donc essentiel que les pays créanciers fassent preuve d'ouverture d'esprit et de souplesse en s'attaquant à ce problème. Le protectionnisme et les problèmes commerciaux qui en découlent ne font que s'étendre et l'écart technologique s'accroît, ce qui crée un climat de désespoir auquel contribue le non-respect des dispositions de la Charte.
4. L'absence de débat au niveau international propre à résoudre les principaux problèmes de l'économie mondiale, le manque de volonté politique d'un certain nombre de pays capitalistes développés et le refus de tenir compte du nouvel ordre économique international sont des violations flagrantes des dispositions de la Charte. Il est inadmissible qu'un petit groupe d'Etats puissants fasse obstacle aux aspirations légitimes de la communauté internationale.
5. La Charte dispose qu'aucun Etat ne peut faire l'objet d'une discrimination fondée sur les différences entre les systèmes politiques économiques et sociaux. C'est pourquoi le blocus imposé à l'encontre du Cuba par les Etats-Unis d'Amérique depuis près de 30 ans constitue une violation de la Charte. Cette situation montre également qu'il est indispensable d'appliquer la Charte pour établir des relations internationales justes et pacifiques.
6. En conclusion, Cuba estime que de nouveaux progrès ont été accomplis depuis le dernier examen de l'application de la Charte. Malheureusement, on a constaté par ailleurs une régression préoccupante qui se reflète dans la détérioration continue de la situation économique des pays en développement. Cuba continuera à s'efforcer d'appliquer la Charte car elle considère que c'est un instrument international qui a conservé toute sa validité et sa pertinence.

/...

7. La Tchécoslovaquie a constaté qu'un certain nombre de faits positifs se sont produits depuis le dernier examen de l'application de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats et que l'évolution généralement favorable de la situation politique internationale s'est également manifestée dans certains domaines de la coopération économique internationale. L'intensification des contacts officiels entre le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) et les pays de la Communauté économique européenne aux niveaux multilatéral et bilatéral témoigne de l'amélioration du climat économique et politique.

8. L'intensification du dialogue soviéto-américain et le règlement des conflits régionaux pourraient favoriser le développement de la coopération économique internationale dans l'esprit de la Charte. La tendance que manifestent certains Etats à continuer de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats doit toutefois être considérée comme un élément négatif.

9. Certaines pratiques constituent des obstacles permanents à la mise en oeuvre des dispositions de la Charte, notamment les restrictions concernant l'échange des biens fondées sur des préoccupations militaro-politiques et le problème de la dette, toujours aussi aigu, qui ne peut être résolu par les méthodes employées actuellement.

10. La Tchécoslovaquie continue de respecter les principes de la Charte. Cette politique s'est traduite concrètement par une ouverture toujours plus grande de l'économie tchécoslovaque au monde extérieur et par la création de conditions économiques et politiques propres à favoriser la coopération internationale non seulement sur le plan économique mais également sur les plans scientifique et technique. Le Gouvernement adopte des méthodes éprouvées de réforme économique afin de créer des conditions favorables à la coopération en matière d'environnement et dans d'autres domaines. L'adoption d'une nouvelle législation économique a permis de constituer des coentreprises et donné aux organismes économiques et entreprises la possibilité de tirer tout le parti possible des contacts directs qu'ils ont établis avec leurs partenaires commerciaux à l'étranger.

11. La Tchécoslovaquie, conformément aux dispositions des articles premier et 2 de la Charte, poursuivra ses efforts en vue de créer les conditions favorables à une plus large coopération internationale. Le resserrement de la coopération économique internationale dépend du climat politique et économique mondial. Le Gouvernement tchécoslovaque espère que l'évolution positive qui s'est fait jour dans ce domaine se poursuivra.

12. Pour sa part, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'importance réelle de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats tient au fait qu'elle énonce les principes qui régissent les relations économiques internationales et tracent, à une époque d'interdépendance croissante, les grandes lignes du développement de la coopération économique multilatérale, de la coordination de la démocratisation de la vie économique aux niveaux national et international et du règlement des problèmes mondiaux, et notamment du problème du développement.

13. Les dispositions de la Charte demeurent importantes encore aujourd'hui, même si les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs qui y sont énoncés sont très limités. L'aggravation des problèmes économiques et sociaux internationaux fait ressortir la pertinence des diverses dispositions énoncées dans les articles de la Charte.

14. La communauté internationale n'a pas actuellement une approche coordonnée des problèmes interdépendants du développement. L'Organisation et le système des Nations Unies ont un rôle spécial à jouer dans la mise au point d'une approche multilatérale concertée des divers aspects des relations économiques internationales, de la coordination des politiques macro-économiques et de la formulation d'accords, basés sur le consensus, permettant de prendre en compte les intérêts de l'ensemble des Etats.

15. La notion de sécurité économique internationale vise à promouvoir le dialogue multilatéral afin de parvenir à un consensus sur les moyens de créer les conditions favorables à un développement prévisible, stable et fiable de l'économie mondiale. Les événements survenus récemment montrent qu'une approche réaliste et axée sur la recherche d'un consensus contribuerait à résoudre un grand nombre des problèmes qui entravent le développement économique mondial.

16. Le relâchement des tensions internationales, dont témoignent les accords sur le désarmement et l'évolution vers un règlement des conflits régionaux, est directement lié à l'application des dispositions de la Charte relatives au désarmement, à la coexistence pacifique, au règlement pacifique des différends, au respect des droits de l'homme et à la coopération internationale.

17. La Charte laissait entrevoir un grand nombre des problèmes auxquels l'humanité se trouve confrontée aujourd'hui, mais leur portée et leur complexité se sont considérablement accrues au cours de ces 15 dernières années. Cela est particulièrement vrai de la dette extérieure. Le dialogue intensif qui a été engagé sur cette question devrait permettre de trouver des solutions.

18. On est de plus en plus conscient aujourd'hui de la crise concernant l'environnement et de la nécessité, d'ailleurs soulignée dans la Charte, de veiller à ce que les activités des organisations économiques internationales soient plus universelles et plus efficaces. On voit progressivement apparaître un consensus sur les moyens d'appliquer les dispositions de la Charte relatives au droit de chaque Etat de choisir librement son système économique, à l'absence de discrimination en matière économique et à l'interdiction du recours à des mesures économiques coercitives. Un certain consensus se dégage également au sujet de quelques aspects des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des sociétés transnationales.

19. Il faudrait faire fond sur les succès obtenus récemment dans la mise au point d'approches communes des questions économiques internationales lors des négociations sur la formulation de la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement et durant la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la coopération économique internationale, qui doit se réunir en 1990. Il faudrait veiller en

A/44/266
E/1989/65
Français
Page 16

particulier à renforcer l'efficacité des organisations internationales en tant qu'instruments d'un dialogue multilatéral constructif et poursuivre des négociations pour prendre dûment en considération les intérêts de l'ensemble des participants aux échanges économiques mondiaux.
